

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

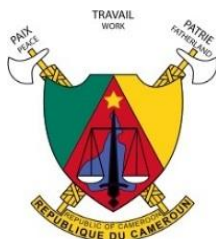
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIVISION DES FINANCES PUBLIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF ECONOMIC AFFAIRS

PUBLIC FINANCE DIVISION

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN JUIN 2017

Au cours du premier semestre de l'exercice 2017, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) une économie mondiale qui reprend de la vitesse, impulsée par les pays avancés et les économies émergentes. La croissance du PIB mondial devrait ainsi s'établir à 3,5% en 2017 contre 3,3% précédemment, bien que des risques de revers perdurent, du fait notamment de la montée du protectionnisme commercial aux Etats-Unis, des niveaux élevés de dettes et de l'incidence du BREXIT; (ii) le faible niveau des cours mondiaux du pétrole malgré une hausse en glissement annuel ; (iii) la dévaluation compétitive du "NAIRA", qui a détérioré les termes de l'échange entre le Cameroun et le Nigéria ; (iv) la persistance de la parité élevée du dollar américain par rapport au franc CFA, principale monnaie pour les échanges du pays et l'une des devises prédominantes du portefeuille de la dette publique.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) une décélération de la croissance économique, qui s'établit à 4,5% en 2016 contre 5,8% en 2015, et qui est estimée à 3,7% en 2017 ; (ii) le fléchissement de l'inflation, qui se situe à 0,9% en 2016 contre 2,7% en 2015, et qui devrait remonter à 1,5% pour l'année 2017 ; (iii) la signature d'un programme économique et financier avec le FMI appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) ; (iv) la deuxième année de mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) depuis le 04 août 2017, avec l'entrée en lice des marchandises dites du deuxième groupe et le relèvement du taux de réduction des droits de douane de 25% à 50% pour les marchandises du premier groupe ; (v) les perturbations d'activités enregistrées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest ; et (vi) la poursuite de la lutte contre le terrorisme de la secte BOKO HARAM et l'insécurité dans la région de l'Est.

S'agissant des cours des principaux produits exportés au premier semestre 2017, hormis ceux du cacao qui ont chuté, ils sont en hausse par rapport au premier semestre 2016. Le cours moyen du caoutchouc naturel s'établit à 346,8 cents/kg, enregistrant une hausse de 44,3%. Les cours moyens des cafés robusta et arabica progressent respectivement de 24,5% et 11,4% et s'élèvent à 107,4 cents/ib et 137,7 cents/ib. Ceux de l'aluminium et de l'huile de palme s'accroissent de 21,8% et 7,9% respectivement pour se situer à 1878,9 dollars et 666,2 dollars la tonne. Le cours moyen du coton brut enregistre une hausse de 24,2% pour s'établir à 85,8 cents/ib. Celui du pétrole brut augmente de 30% en glissement annuel, passant en moyenne de 40,2 dollars le baril au premier semestre 2016 à 52,3 dollars au premier semestre 2017. Par contre, le cours moyen du cacao chute de 32,4% pour se situer à 2013,3 dollars la tonne.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, les évolutions en recettes et dépenses sont les suivantes :

I- LES RECETTES BUDGETAIRES

Au cours du premier semestre de l'exercice 2017, les recettes budgétaires totales se chiffrent à 1911,4 milliards, enregistrant une hausse de 160,3 milliards (+9,2%) en rythme annuel, qui s'observe à la fois au niveau des recettes internes et des emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées s'élèvent à 1 473,9 milliards, et augmentent de 83,1 milliards (+6%) par rapport à la même période de l'exercice 2016 où elles se situaient à 1 390,8 milliards. Cette hausse est attribuable tant aux recettes pétrolières que non pétrolières.

Les emprunts et dons s'élèvent à 437,5 milliards au premier semestre 2017 contre 360,3 milliards au premier semestre 2016, soit une augmentation de 77,2 milliards (+21,4%) entre les deux périodes. Cette augmentation résulte principalement d'une amélioration des décaissements au titre des prêts projets et des emprunts bancaires qui sont notamment destinés au financement des projets du Plan d'Urgence Triennal (PLANUT).

S'agissant des prévisions, l'objectif semestriel des recettes budgétaires totales fixé à 2 053,1 milliards n'a pas été atteint. Les recouvrements se situent à 1 911,4 milliards, correspondant à un taux de réalisation de 93,1%. Cette sous performance est imputable à la fois aux recettes internes et aux emprunts et dons. En effet, les recettes budgétaires internes affichent un taux de réalisation de 93% par rapport aux 1 585,6 milliards d'objectif trimestriel. Les emprunts et dons présentent un taux de réalisation de 93,6% par rapport aux 467,5 milliards de prévision semestrielle.

Par rubriques de recettes, les évolutions se présentent ainsi qu'il suit :

1- Les recettes pétrolières se chiffrent à 195,5 milliards à fin juin 2017, en hausse de 77,1 milliards (+65,2%) par rapport à fin juin 2016 où elles étaient de 118,4 milliards, essentiellement du fait de la hausse de 30,1% des cours mondiaux du pétrole en glissement annuel. Elles comprennent 169,8 milliards de redevance pétrolière SNH et 25,7 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. Par rapport aux 206,3 milliards de prévision semestrielle, elles enregistrent un taux de réalisation de 94,8%. La sous-réalisation est imputable à l'impôt sur les sociétés pétrolières qui pâtit du faible niveau des cours du pétrole.

2- Les recettes non pétrolières passent de 1 272,4 milliards à fin juin 2016 à 1 278,4 milliards à fin juin 2017, soit une augmentation de 6 milliards (+0,5%) entre les deux périodes. Par rapport aux 1 379,3 milliards de prévision semestrielle, elles sont en retrait de 100,9 milliards, soit un taux de réalisation de 92,7%. La sous performance s'explique par les rendements enregistrés dans toutes les principales rubriques de ces recettes. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

a)- Les recettes des impôts et taxes recouvrées au terme du premier semestre 2017 s'élèvent à 884,5 milliards contre 850,7 milliards au premier semestre 2016, soit une hausse de 33,8 milliards (+4%). Cette hausse en glissement annuel est induite par la TVA qui augmente de 63,1 milliards et la TSPP de 7,8 milliards. L'impôt sur les sociétés non pétrolières et l'IRPP baissent respectivement de 24,2 milliards et 15,9 milliards. Par rapport aux 914,5 milliards d'objectif fixé au cours du premier semestre 2017, les recettes d'impôts et taxes sont en retrait de 30 milliards, soit un taux de réalisation de 96,7%. Cette sous réalisation s'observe principalement au niveau de l'IRPP (75,9%), l'impôt sur les sociétés non pétrolières (85,4%) et la TSPP (96,1%), qui subissent les contrecoups de la conjoncture économique difficile et des perturbations d'activités dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Pour atteindre l'objectif annuel en matière d'impôts et taxes, une stratégie de rattrapage est mise en œuvre depuis le mois de juillet 2017. Elle consiste à : (i) renforcer le recouvrement des arriérés au 31 décembre 2016; (ii) réaliser les contrôles conjoints DGI-DGD; (iii) améliorer les résultats du contrôle fiscal, notamment au niveau des grandes entreprises ; (iv) améliorer les versements spontanés dans les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME); et (v) optimiser la mobilisation des impôts et taxes pris en charge par les administrations publiques.

b)- Les recettes douanières se chiffrent à 336,2 milliards à fin juin 2017 contre 346,8 milliards à fin juin 2016, soit une baisse de 10,6 milliards (-3,1%) en glissement annuel, principalement imputable à la TVA à l'importation, dont les recouvrements diminuent de 16,3 milliards. Par rapport aux 399,8 milliards prévus au premier semestre 2017, les recettes douanières sont en retrait de 63,6 milliards, soit un taux de réalisation de 84,1%. Cette sous-performance s'explique notamment par la baisse des importations et, dans une moindre mesure, l'application de l'Accord de Partenariat Economique, dont le manque à gagner pour la période janvier-juin 2017 est de 400 millions environ.

Pour réaliser l'objectif annuel des recettes douanières, des mesures visant le rattrapage ont été prises. Elles concernent notamment le renforcement de l'efficacité des services de contrôle et de recouvrement, la lutte contre fraude et la contrebande, ainsi que l'amélioration du suivi des recouvrements des droits et taxes de douane pris en charge par le budget de l'Etat.

c)- Les recettes non fiscales baissent de 17,2 milliards (-23%) et s'établissent à 57,7 milliards à fin juin 2017. Par rapport aux 65 milliards de prévision semestrielle, elles sont en retrait de 7,3 milliards, soit un taux de réalisation de 88,8%, du fait notamment du faible rendement du droit de transit pétrolier.

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires totales se chiffrent à 1 803,7 milliards à fin juin 2017 contre 1 969,7 milliards à fin juin 2016, soit une diminution de 166 milliards (-8,4%) en glissement annuel. Cette diminution est principalement imputable aux dépenses courantes.

Les dépenses budgétaires totales étaient prévues à 1 951,5 milliards au premier semestre 2017. Elles ont été exécutées à hauteur de 1 803,7 milliards, soit un taux d'exécution de 92,4%. Le taux d'exécution des dépenses courantes est de 93,4%, celui des dépenses d'investissement se situe à 89,1%, tandis que le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 96,6%.

Par natures de dépenses, les évolutions sont les suivantes :

1- Les dépenses courantes diminuent de 160 milliards (-14,2%) en glissement annuel pour se situer à 970,6 milliards à fin juin 2017. Par rapport aux 1 039 milliards prévus, elles sont en retrait de 68,4 milliards, soit un taux d'exécution de 93,4%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont données ci-dessous.

a)- Les dépenses de personnel baissent de 25,3 milliards (-5,3%) et s'établissent à 456 milliards au premier semestre 2017 contre 481,3 milliards à la même période de l'exercice 2016. Elles sont en retrait de 39 milliards par rapport aux 495 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 92,1%.

b)- Les dépenses de biens et services baissent de 91,4 milliards (-20,7%) en glissement annuel et s'élèvent à 349,4 milliards à fin juin 2017. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 97,1% par rapport aux 360 milliards d'objectif semestriel.

c)- Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 165,2 milliards au terme du premier semestre 2017, régressant ainsi de 43,3 milliards (-20,8%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Comparativement aux 184 milliards prévus, elles enregistrent une sous consommation de 18,8 milliards et un taux d'exécution de 89,8%.

2- Les dépenses d'investissement s'élèvent à 570 milliards à fin juin 2017 contre 558,9 milliards à fin juin 2016, soit une hausse de 11,1 milliards (+2%) entre les deux périodes. Par rapport à la prévision semestrielle de 640 milliards, ces dépenses sont en retrait de 70 milliards, soit un taux d'exécution de 89,1%. L'évolution et les réalisations des différentes rubriques des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

a)- Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 274,5 milliards à fin juin 2017, baissant de 26,9 milliards (-8,9%) en rythme annuel. Par rapport à la prévision du premier semestre 2017 fixée à 310 milliards, elles sont en retrait de 35,5 milliards, soit un taux d'exécution de 88,5%.

b)- Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs sont de 280,6 milliards à fin juin 2017 et augmentent de 42 milliards en rythme annuel. Par rapport aux 312,5 milliards prévus au premier semestre 2017, leur taux d'exécution est de 89,8%.

c)- Les dépenses de restructuration se chiffrent à 14,9 milliards à fin juin 2017 contre 18,9 milliards à la même période de l'exercice 2016, soit une baisse de 4 milliards. Leur taux d'exécution est de 85,1% par rapport aux 17,5 milliards d'objectif semestriel.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique au premier semestre 2017 s'établit à 263,1 milliards contre 280,2 milliards au premier semestre 2016, soit une baisse de 17,1 milliards (-6,1%) en glissement annuel. Par rapport aux 272,5 milliards prévus, le service de la dette publique est en retrait de 9,3 milliards, soit un taux d'exécution de 96,6%.

a)- Le service effectif de la dette extérieure se chiffre à 88,9 milliards à fin juin 2017 contre 111,8 milliards à fin juin 2016, soit une diminution de 22,9 milliards (-20,5%). Son taux de réalisation est pratiquement de 100% et, il n'y a pas d'accumulation d'arriérés sur la dette extérieure.

b)- Les paiements au titre de la dette intérieure progressent de 5,8 milliards (+3,5%), passant de 168,4 milliards à fin juin 2016 à 174,2 milliards à fin juin 2017. Par rapport aux 183,5 milliards prévus, le taux d'exécution de ces paiements est de 95%.

Afin d'assurer une bonne exécution du budget de l'Etat, dans un contexte économique difficile, des mesures ont été prises depuis le mois de juillet 2017, visant à renforcer la mobilisation des recettes non pétrolières, la régulation budgétaire et le contrôle de l'effectivité des dépenses publiques./-

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN JUIN 2017

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F. 2017 (a)	janv-juin 17 Prévisions (b)	janv-juin 17 Réalizations (c)	janv-juin 16 Réalizations (d)	Ecart (e)=(c-b)	Taux de Réalisation (c/b) (%)	Variation	
							(c/d) (abs)	(c/d) (%)
A- RECETTES INTERNES	3143,3	1585,6	1473,9	1390,8	-111,7	93,0	83,1	6,0
I-Recettes pétrolières	455,1	206,3	195,5	118,4	-10,8	94,8	77,1	65,2
1-Redevance SNH	331,1	165,0	169,8	84,8	4,8	102,9	85,0	100,2
2- IS pétrole	124,0	41,3	25,7	33,6	-15,6	62,2	-7,9	-23,4
II- Recettes non pétrolières	2688,2	1379,3	1278,4	1272,4	-100,9	92,7	6,0	0,5
1- Recettes Fiscales	2519,1	1314,3	1220,7	1197,5	-93,6	92,9	23,2	1,9
a- Recettes des impôts et taxes	1719,0	914,5	884,5	850,7	-30,0	96,7	33,8	4,0
dont - IRPP	275,8	160,7	121,9	137,8	-38,8	75,9	-15,9	-11,5
- TVA	613,0	300,6	330,2	267,1	29,6	109,8	63,1	23,6
- IS non pétrole	355,0	226,0	192,9	217,1	-33,1	85,4	-24,2	-11,1
- Droits d'accises	195,0	103,5	102,5	102,5	-1,0	99,0	0,0	0,0
- Droits d'enreg.et timbre	94,9	45,9	50,3	47,2	4,4	109,6	3,1	6,6
- TSPP	128,0	64,8	62,2	54,4	-2,6	96,1	7,8	14,4
b- Recettes douanières	800,1	399,8	336,2	346,8	-63,6	84,1	-10,6	-3,1
dont - Droit de douane import.	373,1	182,5	158,7	160,2	-23,8	87,0	-1,5	-0,9
- TVA import.	388,5	191,3	150,6	166,9	-40,7	78,7	-16,3	-9,8
- Droits d'accises import.	12,8	6,4	8,2	5,8	1,8	128,1	2,4	41,4
- Droits de sortie	16,4	8,2	11,0	8,4	2,8	134,1	2,6	31,0
2- Recettes non fiscales	169,1	65,0	57,7	74,9	-7,3	88,8	-17,2	-23,0
B- EMPRUNTS ET DONS	1230,5	467,5	437,5	360,3	-30,1	93,6	77,2	21,4
- Prêts projets	585,0	292,5	273,8	231,8	-18,7	93,6	42,0	18,1
- Dons	85,5	15,0	6,8	24,7	-8,2	45,3	-17,9	-72,5
- Emission des titres publics	300,0	90,0	91,0	94,4	1,0	101,1	-3,4	-3,6
- Emprunts bancaires	260,0	70,0	65,9	9,4	-4,2	94,1	56,5	600,5
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	4 373,8	2053,1	1911,4	1751,1	-141,8	93,1	160,3	9,2
DEPENSES								
I-Dépenses courantes	2 059,3	1039,0	970,6	1 130,6	-68,4	93,4	-160,0	-14,2
Dépenses de personnel	998,5	495,0	456,0	481,3	-39,0	92,1	-25,3	-5,3
Dépenses de Biens & Services	693,6	360,0	349,4	440,8	-10,6	97,1	-91,4	-20,7
dont - C2D	12,2	6,0	3,0	3,7	-3,0	50,0	-0,7	-18,9
Transferts et pensions	367,2	184,0	165,2	208,5	-18,8	89,8	-43,3	-20,8
II- Dépenses d'investissement	1 587,0	640,0	570,0	558,9	-70,0	89,1	11,1	2,0
Sur financements extérieurs	625,0	312,5	280,6	238,6	-31,9	89,8	42,0	17,6
Sur ressources propres.	927,0	310,0	274,5	301,4	-35,5	88,5	-26,9	-8,9
dont - C2D	33,3	16,7	0,0	5,7	-16,7	0,0	-5,7	-100,0
Dépenses de restructurations	35,0	17,5	14,9	18,9	-2,6	85,1	-4,0	-21,2
IV- Service de la dette publique	727,5	272,5	263,1	280,2	-9,3	96,6	-17,1	-6,1
Dette extérieure	324,6	89,0	88,9	111,8	-0,1	99,9	-22,9	-20,5
Dette intérieure	402,9	183,5	174,2	168,4	-9,2	95,0	5,8	3,5
dont - Amortissement du principal	189,9	120,7	119,5	106,8	-1,2	99,0	12,7	11,9
- Remboursement crédits de TVA	110,0	55,0	36,0	40,0	-19,0	65,5	-4,0	-10,0
- Arriérés intérieurs	10,0	5,0	12,7	20,5	7,7	254,0	-7,8	-38,0
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	4373,8	1951,5	1803,7	1969,7	-147,7	92,4	-166,0	-8,4

Source: MINFI/DAE/FP.